



UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

S/2003/1031
15 Septembre 2003

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

sur la situation dans le secteur des Trois-Frontières

(extraits)

En réponse à une demande de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur alarme devant la détérioration sérieuse de la situation politique, militaire et humanitaire dans le secteur des Trois-Frontières (c.-à-d. la région où les frontières de la République de Bleu, de la République Orange et de la République Jaune sont jointives). Par la résolution 4802 (2003) du 28 août 2003, ils ont invité le Secrétaire Général à envoyer une équipe d'évaluation dans la région et à soumettre un rapport sur la situation.

Le présent rapport est soumis conformément à cette demande.

... ..

INTRODUCTION

L'intensification des activités séparatistes par un groupe politique appelé le Parti Indépendantiste Vert (ci-après le " PIVERT ") a causé une détérioration sérieuse de la situation globale dans le secteur des Trois-Frontières

.....

DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE

.....

Le secteur de Tri-frontière est constitué par la province d'Abomey dans la République bleue, et la province de Za-Tanta (Hizan Kogede) dans la République Jaune où une majorité de la population, appartenant tout aux groupes ethniques Chawomba, exigent leur indépendance des républiques Bleu et Jaune. En outre, les membres de quelques villages appartenant à la

République Orange et situés dans la proximité immédiate des deux provinces mentionnées ci-dessus réclament leur rattachement à un futur pays vert autonome.

.....

AU FOND

.....

Dans les deux républiques Bleu et Jaune, l'attitude des gouvernements envers les Chawombas a eu toujours été un peu condescendante. Quand du pétrole a été découvert et exploité, les choses ont peu changé. Les Chawombas qui avaient estimé que le pétrole pourrait leur apporter la richesse attendaient beaucoup des gouvernements centraux. Ils ont été déçus quand ils ont compris que leur situation ne devait pas s'améliorer rapidement. Un petit groupe d'autonomistes a tiré profit de la situation et a créé le Parti Indépendantiste Vert (ci-après le " PIVERT ") dont la réclamation principale est " autonomie maintenant pour tous les Chawombas, les étrangers hors de notre pays "; par le mot « les étrangers », ils ont englobé en même temps les experts du secteur pétroliers auxquels ils reprochent de pas intervenir pour leur apporter la richesse qu'ils attendaient, et les non-Chawombas qu'ils accusent de les avoir exploités pendant des siècles.

.....

RECENTS DEVELOPPEMENTS

.....

Les gouvernements Bleu et Jaune considèrent la réclamation de PIVERT comme une rébellion contre l'autorité centrale de gouvernement. Les deux pays ont récemment décidé d'arrêter ce qui s'appelle « insurrection » dans la République Bleu et « rébellion » en pays Jaune. Des opérations armées ont été conduites d'une façon non coordonnée des deux côtés de la frontière.

Pendant ces opérations, il s'est avéré que le Chawombas n'étaient pas les seuls à combattre. Plusieurs groupes de soldats retraités ont été repérés comme participant aux activités armées, voire agissant pour leur propre compte.

.....

Bien que des droits de l'homme généralement soient bien respectés par la plupart des forces armées régulières impliquées dans la crise, il s'avère qu'il pourrait y avoir un manque de discernement quand la force doit être appliquée. Un rapport non confirmé a déclaré qu'aux premiers jours de juillet, un peloton appartenant aux forces bleues régulières pourrait avoir volontairement brûlé des maisons dans un village suspecté de cacher des membres de FL, ci-après « Forces de Liberté ». Le gouvernement de la République Bleue conduit des investigations et a promis d'envoyer en justice les responsables d'une telle action, si prouvé. Un représentant de PIVERT a exposé que les Chawombas pourrait devenir la cible d'un nettoyage ethnique organisé par la force gouvernementale.

Les membres de PIVERT jusque récemment avaient conduit leur démonstration de manière plutôt pacifique avec très peu d'actions de terrorisme (contre les véhicules officiels). Pendant les derniers mois, ils ont commencé à être plus violents. Un mouvement appelé Forces de Liberté (FL) alléguant être l'aile armée du PIVERT s'est vanté d'avoir forcé des non-Chawombas à quitter définitivement le Pays Vert.

... ..

Les forces du groupe « FL » ont également déclaré avoir récupéré les propriétés volées des Chawombas quand elles ont attaqué et ont gardé pendant quelques jours les installations pétrolières de MADJE dans la province de Za-Tanta. Les forces Jaunes ont libéré l'usine de pompage après quelques jours d'escarmouches et le FL a évacué la place en laissant deux rebelles morts sur place. Les juges de Jaune étudient le cas d'une femme ayant été violée pendant l'attaque de Madje par les membres de FL. Ils l'accusaient de servir les d'intérêts étrangers en travaillant comme nourrice de bébés d'ouvriers étrangers.

Un hangar de stockage de Lalo (dans la province Nord d'Orange) utilisé par une ONG pour stocker la nourriture et les outils a été pillé par FL la nuit du 10 août 2003. Le garde, un national Orange qui n'appartenait pas à la tribu Chawomba, a été tué. Dans la petite ville d'Onhoun, à 7 kilomètres d'Abomey, les terroristes de FL ont fait sauter un raccordement de canalisation qui a diminué l'exportation de pétrole et crée des dommages environnementaux importants aux eaux des puits.

Des groupes constitués par les anciens membres des Forces armés de Bleu et de Jaune sont accusés de commettre des crimes et des atrocités contre les civils sans armes et les citoyens étrangers. Leur but semble être d'obtenir seulement de l'argent ou n'importe quel autre objet de valeur négociable, par tous les moyens. Ils ne semblent pas être motivés par aucun genre d'idéologie.

.....

RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES

.....

Les opérations armées répétées conduites par le FL, les forces armées régulières et d'autres groupes ont suffisamment inquiété les populations locales de non-Chawomba pour les pousser à rechercher refuge dans des endroits plus sûrs. L'effet de domino est tel qu'on peut craindre que plusieurs milliers de personnes puissent être bientôt sur les routes. La direction la plus commune prise par les personnes déplacées est le Sud. Il y a déjà un campement provisoire qui a été découvert à proximité de Lalo dans la République Orange.

Les autorités locales évaluent le nombre de personnes et de réfugiés déplacés (DPREs) environ à 5 000. Le gouvernement Orange a averti les représentants d'ONG qu'il n'a pas les possibilités d'héberger ces DPRES ni de les alimenter. Il peut être estimé que l'eau et la nourriture sont déjà difficiles à obtenir; l'hygiène est inexistante là-bas et aucune évaluation sanitaire n'est disponible pour ces DPRES. La situation humanitaire pourrait bientôt devenir intenable.

On évalue que plus que 60% des ouvriers étrangers du secteur du pétrole sont partis du secteur des Trois-Frontières et que 90% d'eux ont renvoyé leurs familles à la maison.

On a signalé que des fusils et de l'équipement militaire pourraient avoir été passés en contrebande vers les groupes terroristes les plus violents. Bien qu'aucune preuve certaine n'ait été présentée, il semble que les armes et équipements pourraient provenir des pays voisins.

.....

EFFORTS DE PAIX

.....

Le Président et le Secrétaire de la CEDEAO avaient prévu de tenir une conférence internationale de réconciliation à ACCRA 1 août 2003, et les efforts visaient à obtenir la participation de représentants (ou d'eux-mêmes) des présidents de la République Bleu, de la République Orange et de la République Jaune aussi bien que la présence d'un représentant du PIVERT.

Bien que les représentants des trois pays soient arrivés à ACCRA, le représentant de PIVERT a fait savoir que le PIVERT ne participerait à la réunion que s'il était officiellement approuvé qu'il agisse en tant que représentant du pays « VERT » ; Vert est le nom du pays que les mouvements indépendantistes des trois pays voudraient créer et être internationalement reconnu dans le secteur des Trois Frontières. Les représentants de la République Bleue, de la République Orange et de la République Jaune ont dit qu'ils n'accepteraient jamais cette condition et la réunion a été ajournée.

.....

TRAVAIL DES O.N.G

.....

Plusieurs équipes d'évaluation des O.N.G. sont déjà à proximité du secteur de Trois-Frontières. Cependant, puisqu'ils ont été accusés par des représentants de PIVERT de servir les intérêts des gouvernements Bleu et Jaune, ils estiment que leur vie pourrait être menacée et ils attendent une amélioration de la sécurité générale avant qu'ils ne se sentent surs de la situation pour envoyer du personnel additionnel.

CONSÉQUENCES POTENTIELLES

Désastre humanitaire

On évalue que plus de 20 000 DPRES pourraient être sur les routes dans quelques mois si aucune solution ne peut être trouvée pour arrêter les confrontations armées dans le secteur des Trois-Frontières. En outre, les rumeurs propagées par le PIVERT, selon lesquelles un nettoyage ethnique pourrait être conduit par les forces armées régulières contre les Chawombas, pourraient produire un déplacement supplémentaire de Chawombas modérés recherchant la protection dans des secteurs ou des pays voisins.

Les conditions humanitaires sont si difficiles qu'en plus de la malnutrition actuelle, des épidémies puissent bientôt apparaître.

Désastre économique

Le départ de la plupart des personnels travaillant dans le secteur du pétrole pourrait mettre sévèrement en danger l'économie régionale puisqu'ils sont indispensables au maintien du pompage du pétrole et à l'entretien des équipements des canalisations et du pipe-line. En outre le centre de recherches et de développement d'huile de Bohicon-Madje apportait la

plupart des ressources de la province de Za Tanta (impôts et consommateurs pour l'économie locale)

Exemple désastreux pour d'autres nations

Des minorités importantes existent également dans la plupart des pays voisins des trois impliqués dans la crise courante. Plusieurs de ces minorités demandent actuellement pacifiquement plus d'autonomie pour elles-mêmes et voudraient aussi être bien mieux représentées dans les gouvernements régulièrement élus de leurs pays respectifs. Si rien n'était fait pour résoudre pacifiquement la crise dans le secteur des Trois-Frontières, cela pourrait constituer un exemple que d'autres minorités pourraient suivre afin de réaliser leurs buts, et ce de manière armée.

.....

RECOMMANDATIONS

Les Nations Unies devraient, avant toutes choses, condamner fermement toutes les actions contre les lois humanitaires et inciter toutes les parties à résoudre la crise

..... Afin d'inciter les trois pays impliqués dans la crise à la régler pacifiquement par la voie diplomatique, et pour éviter l'augmentation constante de l'arsenal local et régional, il devrait être pris une première mesure qui imposerait un embargo vis-à-vis de toutes les armes et équipements militaires à destinations des trois pays impliqués dans la crise.

.....